MINUSCA FOCUS

Bulletin d'informations de la MINUSCA | **#09** | **FÉVRIER 2018**

UN Photo / MINUSCA

SPÉCIAL **DDR**

DES ACQUIS IMPORTANTS EN ATTENDANT LE LANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL

https://minusca.unmissions.org

MINUSCA UN_CAR UNMINUSCA

SOMMAIRE

24 TRIBUNE PRÉ-DDR : DE BONNES PRATIQUES À PÉRENNISER

(Par **Jean Willybiro Sako**, Ministre Conseiller spécial, Coordonnateur DDRR et RSS à la Présidence de la République)

04 **AVANT-PROPOS** Consolidation des acquis du pré-DDR, renforcement des projets CVR et mise en œuvre du PNDDRR : un triptyque gagnant

05 **MANDAT**

06 **BOUAR** Le DDR contribue à la restauration de l'autorité de l'État et à la protection des civils

07 Quand des ex-combattants contribuent à la résolution pacifique des conflits

08 **BERBERATI** Près de 300 jeunes anti balaka remettent leurs armes

09 Des kits de réinsertion économique pour les ex-combattants de Ndélé

11 **RÉUSSITE DU PRÉ-DDR :** l'exemple de Bossangoa

19 Femmes et réinsertion socioéconomique à Ndélé

20 **KAGA-BANDORO** - Aider les ex-combattants dans le choix et la validation de leurs projets

21 **PRÉ-DDR** De l'autonomisation des femmes de la Haute-Kotto

22 Restaurer un climat de confiance entre ex-combattants et communautés à Bambari

26 Réduction de la violence communautaire

27 Soutenir les efforts du Gouvernement pour le rétablissement de la paix à Paoua

28 **BAMBARI** Étape finale des opérations de désarmement et démobilisation

29 Lancement du volet Réintégration socio-économique et communautaire

30 **ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS** de la couture pour des ex-combattants de Birao

31 Le secteur informel séduit les ex-combattants de Bouar

36 **REGARDS CROISÉS**

37 Des ex-combattants dotent Ndele d'un centre de formation aux métiers

38 **BOSSANGOA** la sensibilisation, un outil efficace pour pacifier les cœurs et les esprits

40 Réinsérer les ex-combattants de Bambari

42 **LA GRANDE INTERVIEW** « Des acquis importants en attendant le lancement du programme national » Colonel Noel Selesson, Coordonnateur de l'Unité d'Exécution du Programme National de DDRR (UEPNDDRR)

44 Une première vague de 101 soldats formés dans le cadre du projet pilote DDRR

PORTAIT - Fatimé dépose les armes et décroche son certificat d'études primaires !
12

PORTAIT
Patrick Boutele-Zemba, le « Magicien » de la Nana Mambéré
14

PORTRAITS
MOUSSA ASSILEK ET MAHAMAT NIEWA
Solidarité et engagement
17

PORTRAIT - Zahra renoue avec l'espoir grâce au pré-DDR
18

34
Les « ateliers de la paix » à Bria formation et réinsertion professionnelle

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Hervé Verhoosel

RÉDATRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

ONT COLLABORÉ A CE NUMÉRO
Ibrahima Diallo
Malan Aka
Philippe D'Almeida
Ghislaine Atta
Abdourahmane Diallo
Ibrahima Diallo
Benoît Gohoun
Francois Gombahi
Benjamin A. Y. Ngregbamba
Mamadou Bakary Traore
Christian Gballou Troh

ÉDITION
Ghislaine Atta

PHOTOGRAPHIE
Hervé Serefio, SCPI & DDR

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

WEB-MASTER
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de Communication Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

Copyright MINUSCA
Février 2018

ÉDITO

L'AUTRE FAÇON DE PROTÉGER LES CIVILS CONTRE LA VIOLENCE ARMÉE

Jean Marc Tafani, *Chef de la Section DDR de la MINUSCA*

L'on est bien loin des incertitudes d'il y a trois ans... Incertitudes liées principalement à l'absence d'un accord politique entre le gouvernement et les groupes armés. Aujourd'hui, le nombre de personnes ayant bénéficié des programmes de pré-DDR et de réduction de la violence communautaire (CVR) mis en œuvre par le Gouvernement avec le soutien de la MINUSCA, à travers sa section DDR s'élève à 15.000 personnes.

Les acquis en matière de DDR sont aussi multiples que variés. Mais l'intégration officielle, le 5 février 2018, de 101 ex-membres de groupes armés au sein des Forces armées centrafricaines (FACA) et la formation militaire en cours de 140 autres ex-combattants auront certainement marqué un tournant positif dans ce processus aux innombrables défis.

Faut-il le rappeler, ces nouveaux éléments FACA et 200 autres ex-combattants orientés vers la réintégration sociale de la Banque mondiale avaient été mis à la disposition du gouvernement par 12 des 14 groupes armés qui siègent au sein du Comité Consultatif et de Suivi (CCS), dans le cadre du projet pilote Désarmement, Démobilisation et Réintégration initié, en aout 2017, par le Président Faustin Archange Touadera.

C'est donc à juste titre qu'il convient d'inscrire le CCS au nombre des acquis, car malgré ses avancées mitigées et le discours des représentants des groupes armés en inadéquation avec le comportement de leurs éléments sur le terrain, ce comité a le mérite d'avoir fait connaitre le Programme national de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (PNDDRR) aux combattants et d'avoir mis en œuvre le projet pilote de DDR.

Pour les principaux acteurs, en pole position le Gouvernement et ses partenaires, au nombre desquels la MINUSCA, à travers sa section DDR, et la Banque mondiale, entre autres, le chemin aura été long et bien laborieux pour en arriver là !

En conformité avec son mandat, la contribution de la MINUSCA s'est matérialisée par la conception d'une stratégie, laquelle a été présentée aux responsables nationaux et partenaires internationaux : un plan national de DDR pour 7.000 combattants éligibles, renforcé par des projets de Réduction de la violence communautaire pour les non-éligibles, le tout dans un programme plus vaste de développement à mettre en place avec l'appui de la communauté internationale.

L'on ne saurait faire fi de l'important volet de plaidoyer afin d'obtenir l'engagement de partenaires pour le financement du DDR. Plus de 40 millions de dollars américains ont déjà été mobilisés grâce principalement à la Banque mondiale, au Gouvernement américain et à la MINUSCA.

Il a fallu aussi poser les bases des projets et programmes avec le Gouvernement de transition. Puis concevoir et mettre en place le pré-DDR qui, comme précisé par l'article 4 de l'accord de Bangui, avait pour vocation de soutenir les combattants désireux de quitter les groupes armés avant le lancement officiel du PNDDRR. Plus de 4.000 personnes ont bénéficié de ce programme dans huit localités à travers le pays. Le pré-DDR est à présent achevé, mais les bénéficiaires continuent d'être soutenus via des projets d'activités génératrices de revenus.

De nombreux défis donc, mais autant d'engagements et de détermination pour s'adapter à

la particularité du contexte centrafricain: des groupes armés qui ne veulent nullement désarmer et l'indispensable besoin de programmes de stabilisation.

La prochaine étape, le lancement de huit petits projets CVR, qui se matérialiseront par des activités génératrices de revenus, des formations professionnelles et la remise de kits d'insertion à quelque 6000 personnes dès le premier semestre 2018.

La présente édition de MINUSCA Focus se propose donc de parcourir avec vous certaines réalisations à travers le pays, via des portraits de bénéficiaires, des reportages, des interviews… des actions principalement orientée vers l'amélioration de la sécurité au niveau des localités, à travers des opportunités de réinsertion économique et sociale sous forme d'activités génératrices de revenus.

Dans le lot, Zahra, ex-Seleka à Kaga-Bandoro, renoue désormais avec l'espoir grâce au pré-DDR, ou Fatimé, ex-combattante du MLCJ à Bria, qui a décroché son Certificat d'études fondamentales 1, en déposant les armes. Des efforts d'autonomisation des femmes.

Nombre d'initiatives sont aussi dédiées à l'intériorisation de la culture de la paix, à travers la promotion de la cohésion sociale et du vivre ensemble, outre la capacitation technique et la relance des activités socio-économiques. Toutes sont synonymes d'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et, à travers eux, leurs communautés.

Dans des villes, telles Bouar, d'anciens combattants s'investissent dans la résolution pacifique des conflits, ayant reçu la formation sur la Tierce Partie Neutre (TPN), une approche de médiation pour construire ou reconstruire la paix.

Autres ville, autre expérience. Bossangoa (Ouest) se distingue par un mécanisme d'appropriation locale et de suivi des activités de pré-DDR. L'objectif étant d'améliorer le climat socio-sécuritaire et de promouvoir la paix et la cohésion sociale.

Grace à la collecte et la destruction d'armes, de munitions et d'explosifs de guerre, le pré-DDR dans la Nana Mambéré a, sans nul doute, contribué à la restauration de l'autorité de l'État, via la reconnaissance des institutions étatiques. Ce programme a aussi le mérite de renforcer les relations de confiance entre les ex-combattants et la communauté, pour ainsi réduire la violence et la criminalité. La protection des populations vulnérables est aussi à ce prix.

Bonne lecture! ■

MANDAT

Le Conseil de sécurité des Nations Unies par la Résolution 2301 (2016) a assigné à la section DDR le mandat d'appuyer le gouvernement centrafricain à élaborer et mettre en œuvre les programmes de DDRR et de CVR.

En application de l'Accord sur les Principes de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement et d'Intégration dans les corps en uniforme de l'Etat signé entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés, le 10 mai 2015, il a été décidé de mettre en œuvre un processus inclusif de stabilisation, de consolidation de la paix et du relèvement qui vise à désarmer et à démobiliser des milliers de combattants et à lancer des programmes de réintégration afin de leur permettre d'obtenir un emploi décent ou une activité génératrice de revenus.

C'est dans ce cadre que la MINUSCA a conçu et développé le programme pré-DDR (Cash for Work et Activités Génératrices de Revenus) mis en œuvre progressivement sur neuf localités. Par ailleurs et en conformité avec son mandat (Résolution 2301/2016), la MINUSCA appuie le gouvernement dans le cadre de la préparation et la future mise en œuvre du programme national DDRR. Le projet pilote DDR qui concerne 560 combattants des différents groupes armés a été officiellement lancé le 30 Aout 2017. ■

BOUAR

LE DDR CONTRIBUE À LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET À LA PROTECTION DES CIVILS

Au travers de la collecte et la destruction des armes, munitions et explosifs de guerre, le programme pré-DDR entrepris dans la préfecture de la Nana-Mambéré a contribué positivement à la restauration de l'autorité de l'État par la reconnaissance des institutions de la République, ainsi qu'à la protection des populations civiles.

En effet, en plus de l'impact sur la relance des activités socio-économiques et partant l'amélioration des conditions de vie des populations locales, le programme a renforcé les relations de confiance entre les ex-combattants et la communauté, la réduction de la violence et de la criminalité par l'engagement des éléments des groupes armés à respecter le code de conduite établi par la MINUSCA.

À l'heure du bilan, le premier citoyen de la ville, Lazare Nambena, président de la délégation spéciale de Bouar, se réjouit de ce que « tous les matins, nous les voyons nettoyer la ville particulièrement les espaces publics, les grandes artères de la ville, les caniveaux, les structures étatiques, la gare routière, etc. Nous les avons vus réhabiliter des bâtiments et en construire d'autres pour le bien de la ville de Bouar. Ce sont des réalisations visibles et lisibles. Donc, nous sommes fiers de ces ex-combattants. Grâce aux activités de sensibilisation qu'ils reçoivent périodiquement, leur attitude vis-à-vis des populations a changé. Et cela a un impact sur la sécurité de la ville.»

Le préfet intérimaire de Bouar, Paul Shaba Bagaza Yadere, exprime pour sa part toute sa satisfaction : « le pré-DDR a réussi à occuper les jeunes qui n'avaient pas de repères. Nous, autorités locales, estimons que cela a réduit considérablement le comportement violent des combattants et la tension sociale. Ceux qui ont réussi à développer leurs activités ont tourné le dos à la violence. Le temps de la haine, de la vengeance et de l'exclusion sociale est terminé. C'est désormais le temps du dialogue et de la construction. »

Selon le coordonnateur DDR de la MINUSCA à Bouar, Anatol Clément Bannem, « les armes non fonctionnelles seront détruites à l'occasion d'une grande manifestation publique dédiée à la paix. Cet évènement baptisé «flammes de la paix » marquera la mémoire collective de Bouar ». À en croire le coordonnateur régional UNMAS dans le secteur ouest, Rafael Debotte, « cela aura un impact physique et psychologique auprès des populations, car une arme, munition ou grenade récupérée c'est des dizaines de vies sauvées.»

De l'avis du chef de bureau de la MINUSCA à Bouar, Christine Kapalata, « la coordination régionale du DDR, conformément à son mandat, a atteint ses objectifs notamment ceux qui consistaient à faire désarmer les combattants volontairement et à les occuper à travers des programmes de travaux à haute intensité de main d'œuvre et de lutte contre la violence communautaire.»■

QUAND DES EX-COMBATTANTS CONTRIBUENT À LA RÉSOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS

Face à la récurrence des défis d'ordre organisationnel au sein des groupements des bénéficiaires du projet AGR, et sur le conseil de la de la MINUSCA et des pouvoirs publics, il a été décidé de créer un cadre formel de médiation à Bouar, soutenu par un arrêté sous-préfectoral, dont la mission est de répertorier les cas de conflits au sein des groupements de bénéficiaires du pré-DDR, en vue d'y proposer une résolution pacifique. L'objectif étant d'encourager à travers le dialogue, la paix durable, le vivre ensemble et la cohésion sociale dans la communauté.

Pour aider à trouver des solutions aux différends, la haute autorité publique a fait appel à l'expertise des ex-combattants ayant suivi la formation sur la Tierce Partie Neutre (TPN) et qui, depuis lors, exercent de manière informelle la fonction de médiateur dans la ville. « Pour y arriver, nous appliquons tout simplement les principes de la TPN que nous avons appris avec les experts de l'Institut canadien pour la résolution des conflits. C'est-à-dire, aider à cerner les enjeux, valider les émotions, faire ressortir les intérêts et les besoins des parties en conflit, aider à générer les options susceptibles de résoudre le conflit, encourager les bénéficiaires à considérer un autre point de vue et faire dégager les étapes positives vers la résolution de conflit », explique le médiateur Michel Belo.

Cette approche de médiation est un processus de construction ou de reconstruction de la paix qui repose sur « l'autonomie et la confidentialité ». Les personnes ou groupes de personnes concernées par des situations de conflits ou de ruptures de relations peuvent faire appel ou accepter l'intervention d'un tiers impartial, indépendant, qualifié et sans pouvoir de décision. « Je ne reste pas une ou deux semaines sans que les gens ne m'appellent pour une médiation ou une résolution de conflits sociaux. Parfois ce sont des problèmes fonciers, de gestion de points d'eau, de ménage, etc. Au-delà de la médiation, j'organise souvent des causeries dans le quartier, Baya Carnot, autour des thématiques de la cohésion sociale, du vivre ensemble, de la violence conjugale, de l'éducation des enfants, etc. Je finis toujours mes activités par une citation qui va les pousser à la réflexion. La violence ne résout pas les problèmes. Il faut toujours prôner le dialogue pour une harmonie dans les familles et la communauté », conclut pour sa part, l'ex-combattant devenu mediateur, Jean Claude Bobo Beyna. ■

BERBERATI

PRÈS DE 300 JEUNES ANTI BALAKA REMETTENT LEURS ARMES

Le 11 octobre 2017, ont été lancées les opérations de désarmement dans la préfecture de Mambéré-Kadéi. C'était au cours d'une cérémonie au stade municipal, en présence du préfet, du maire de la ville, du chef du bureau de la MINUSCA, du commandant du contingent tanzanien et de plusieurs autres autorités locales.

Dans le cadre du programme de collectes d'armes à Berberati, ce sont plus de 300 anti balaka qui ont volontairement remis leurs armes. Les opérations de désarment ont été pilotées par un comité local de désarmement avec l'appui technique de la section DDR et du bureau local UNOPS. Pour immortaliser cet évènement historique, tous les groupes d'ex combattants étaient conduits par leurs « Comzones » respectifs : «nous venons d'accomplir notre part du marché. Maintenant, la balle est dans le camp des partenaires pour nous appuyer à entreprendre des activités socio-économiques afin de gagner décemment notre vie », a déclaré le porte-parole des ex combattants, Grégoire Pendazie.

Pour le maire de Berberati, Roger Gbandiba, « cette opération de désarment est une réelle satisfaction pour la ville. Elle permettra de canaliser les ex combattants et aussi d'éradiquer les menaces des armes gardées à la maison. »

Pour sa part, le préfet intérimaire de la Mambéré-Kadéi, Lydie Marthe Yangba, a exprimé toute sa gratitude à « ces jeunes courageux ayant accepté de rendre leurs armes pour la paix et la quiétude de la RCA et de reprendre la vie civile ». Elle a par ailleurs encouragé les autres ex combattants à rejoindre très vite ce programme.

Le chef de bureau de la MINUSCA à Berberati, Périclès Gasparini, a, pour sa part, annoncé que « cet événement est la première d'une série d'activités qui redonnent l'espoir à une population qui a déjà décidé de s'engager sur le chemin de la paix. Les jeunes ex combattants sont maintenant éligibles pour entreprendre des activités génératrices des revenus en vue de contribuer au développement de leur pays. Ce processus va s'étendre à toutes les sous-préfectures de la Mambere-Kadei et la Sangha-Mbaere. Et pour la mener à bout, la MINUSCA continuera d'appuyer les autorités compétentes. » ■

DES KITS DE RÉINSERTION ÉCONOMIQUE POUR LES EX-COMBATTANTS DE NDÉLÉ

Ils étaient au total 283 ex-combattants dont 75 femmes à recevoir, le 6 décembre 2017, leurs kits professionnels, au cours d'une cérémonie tenue à la base de la MINUSCA a Ndele, en présence des officiers DDR de la Mission, du responsable du site et des associés communautaires de l'UNOPS ainsi que de tous les ex combattants bénéficiaires du projet « Activités génératrices de revenus » dans la Bamingui-Bangoran.

Les kits ont consisté, pour la plupart, en lots de cheptels, d'aliments de bétail et de produits vétérinaires, d'intrants agricoles, de matériels mécaniques, d'une part. D'autre part, du matériel de soudure métallique, de coiffure, des motocyclettes pour les transporteurs urbains et divers articles de consommations pour les commerçants (boucherie, boulangerie, friperie, transfert de crédit).

Cette activité est intervenue après trois mois de formation intensive sanctionnée par un certificat d'aptitude technique à leurs métiers de choix. « Nous avions effectué une étude de marché et expliqué les avantages des différents métiers ainsi que les risques qui y sont liés, mais la responsabilité du choix appartenait à chaque bénéficiaire. Aujourd'hui, il s'agit pour nous de leur remettre le matériel dont ils auront besoin pour lancer leurs propres activités », a précisé Jean-Baptiste Fortes, chef du bureau DDR à Ndele.

La remise de kits de réinsertion socio-économique constitue la dernière phase du programme pré-DDR à Ndele, commencé en juillet 2016. Ainsi, les bénéficiaires auront la responsabilité de développer, individuellement ou en groupe, leurs projets de vie. Dans le souci d'assurer la pérennisation du projet et son appropriation par les ex combattants, le bureau DDR de Ndele a recruté 25 agents de suivi en charge de l'accompagnement des bénéficiaires dans le développement de leurs projets. Ces experts locaux vont servir de relais entre MINUSCA et les bénéficiaires.

À la fin de la cérémonie, les ex-combattants ont déclaré être conscients qu'ils doivent faire leurs preuves dans la réussite de leurs différentes entreprises, condition de la réussite de leur réinsertion que la MINUSCA continuera d'appuyer. ■

RÉUSSITE DU PRÉ-DDR

L'EXEMPLE DE BOSSANGOA

Bossangoa, la « cité des pierres dures » revient à la vie. Les stigmates de la profonde crise de 2013 sont en train de disparaitre physiquement mais aussi dans les cœurs et les esprits. Des bâtiments réhabilités ou construits embellissent la commune. L'administration publique est en place et les activités socio-économiques et privées ont véritablement repris. Ce changement et le développement de ce chef-lieu de la préfecture de l'Ouham, appréciés par les populations et les autorités locales sont le fruit, entre autres, du programme pré-DDR. Des ex combattants anti Balaka, au nombre de 196 dont 17 femmes s'étaient volontairement engagés dans ce programme qui a débuté le 22 août 2016.

Pour mener à bien ce processus, un mécanisme d'appropriation locale à travers le comité local de suivi des activités de pré-DDR, composé de 16 membres, a été mis en place. À cet effet, un code de bonne conduite a été officiellement signé par les tous les bénéficiaires. Ces dispositions étant prises, plusieurs initiatives et chantiers de grande envergure ont été lancés en guise d'appui aux autorités locales dans la réalisation de plusieurs infrastructures sociocommunautaires ainsi que la mise en œuvre d'activités à haut intérêt communautaire. Le but pour la MINUSCA consistait à améliorer le climat socio-sécuritaire et à promouvoir la paix et la cohésion sociale afin d'assurer une meilleure protection des populations locales.

Au nombre de ces activités, on pourrait retenir la construction de la tribune municipale de Bossangoa, la construction de l'abattoir, de la tribune du stade municipal « David Dacko » et des latrines, la construction d'une paillotte et de deux terrasses publiques à la préfecture, la réhabilitation de trois bâtiments au sein de la cellule cotonnière et de deux centres de formation professionnelle, l'érection d'un écran géant public pour les séances de projections cinématographiques, et les divers travaux d'assainissement.

Ces travaux de réhabilitation et de construction ont été accomplis grâce au déploiement de plusieurs équipes d'ex-combattants bénéficiaires dans divers sites afin de procéder à la fabrication de briques, la collecte de moellons, de graviers et de sable sans oublier la fourniture d'eau pour les besoins des travaux. ■

PORTRAIT

FATIMÉ DÉPOSE LES ARMES ET DÉCROCHE SON CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES !

Pendant les vacances 2017, cette ex-combattante, membre du groupe armé du MLCJ, a défrayé la chronique en décrochant son Certificat d'études fondamentales 1 (CEF1), le premier diplôme académique décerné par l'État centrafricain et qui marque la fin des études primaires.

C'est avec émotion que Fatimé Deya présente son parchemin sur lequel on peut lire: « Je soussignée Mme Gaston Mahamat, Inspecteur d'Académie du Nord-Est, atteste que Mme Fatimé Deya, née le 04 mars 1976 à Delembe, a été déclarée admise au Certificat d'Études Fondamentales 1, au centre de Birao, session juin 2017, sous le Numero 155 ».

Pour les femmes de Birao dont le taux de scolarisation est assez bas, Fatimé est une fierté et un exemple de courage. Ayant arrêté ses études en classe de CE2 du fait d'un mariage précoce suivi d'une grossesse, elle est aujourd'hui âgée d'une quarantaine d'années et mère de six enfants dont trois filles déjà mariées.

Ancienne membre du Mouvement des libérateurs centrafricains pour le justice (MLCJ) de l'ex-Seleka, cette ex-combattante retrouvera son salut grace aux activités Cash for work et le projet Activités génératrices de revenus (AGR) mis en œuvre dans la prefecture de la Vakaga par la MINUSCA depuis novembre 2015. Pour y arriver, elle a consenti un lourd sacrifice en aménageant son emploi du temps quotidien. Le matin, de 7 heures à 12 heures, elle participait activement avec ses camarades aux travaux à haut intérêt communautaire. Entre midi et quatorze heures, elle accomplissait ses taches familiales. Et les après-midis, elle se rendait à l'école préfectorale, au quartier Bangue-moraye, pour suivre le programme d'alphabétisation développé par le bureau local DDR. Et le soir, elle aménageait son planning pour dormir à partir de 19 heures avant de se réveiller à 22 heures, l'heure à partir de laquelle, elle se levait, lampe torche à la main, pour réviser ses leçons. « C'était le seul moment pour apprendre en toute tranquillité. En plus de mes leçons du jour, je lisais de vieux livres comme Mamadou et Bineta et faisais aussi des recherches sur le programme du CM2. C'est comme cela que j'ai pris goût à la lecture. Et l'idée de me présenter à l'examen du CEF1 m'est venue à l'esprit. »

Le programme d'alphabétisation de la MINUSCA a duré quatre mois. Il a regroupé 46 apprenants dont 30 femmes. Parmi eux 7 ex-combattants se sont présentés à l'examen du CEF1 avec un taux de réussite de 100%. Il donnait accès à la lecture, l'écriture, le langage, le vocabulaire et la grammaire, l'arithmétique et la géométrie, le calcul mental, l'éducation civique, et sanitaire, la morale, l'agriculture et l'élevage, entre autres modules du cycle élémentaire classique.

« Ces cours que les formateurs ont dispensé du lundi au samedi ont considérablement contribué au renforcement des capacités intellectuelles de Fatimé Deya et ses camarades ex-combattantes », s'est pour sa part, rejoui le chef du bureau DDR de Birao, Abu Shérif. ■

PORTRAIT

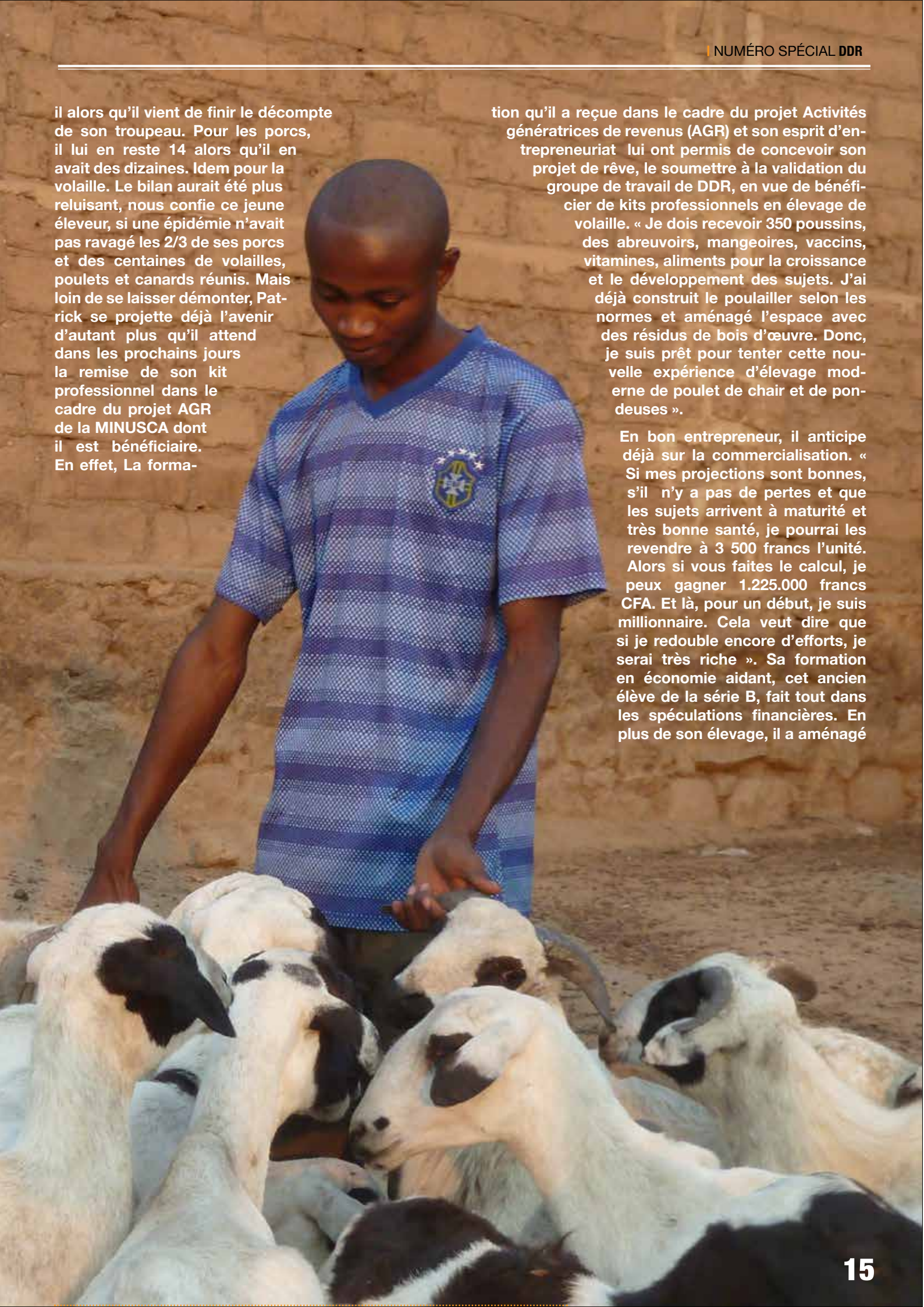
PATRICK BOUTELE-ZEMBA, LE « MAGICIEN » DE LA NANA MAMBÉRÉ

Tout Bouar le surnomme « Patrick le magicien ». A 31 ans, Patrick Boutele-Zemba est un ancien leader du groupe d'autodéfense des ex-combattants anti Balaka de la Nana Mambéré. Par l'entremise du programme de pré-DDR, il a pu déposer les armes et entamer une reconversion économique admirable. De jeune combattant « animé par la haine de l'autre et la vengeance », il est devenu, à force de détermination, un entrepreneur et un modèle de réussite sociale dans sa région.

Conformément au programme, Patrick a participé aux activités de Cash for work. En deux ans, il a pu épargner une partie de son salaire hebdomadaire, souscrire à une tontine et développer ses propres activités en agriculture, élevage, transport public et commerce.

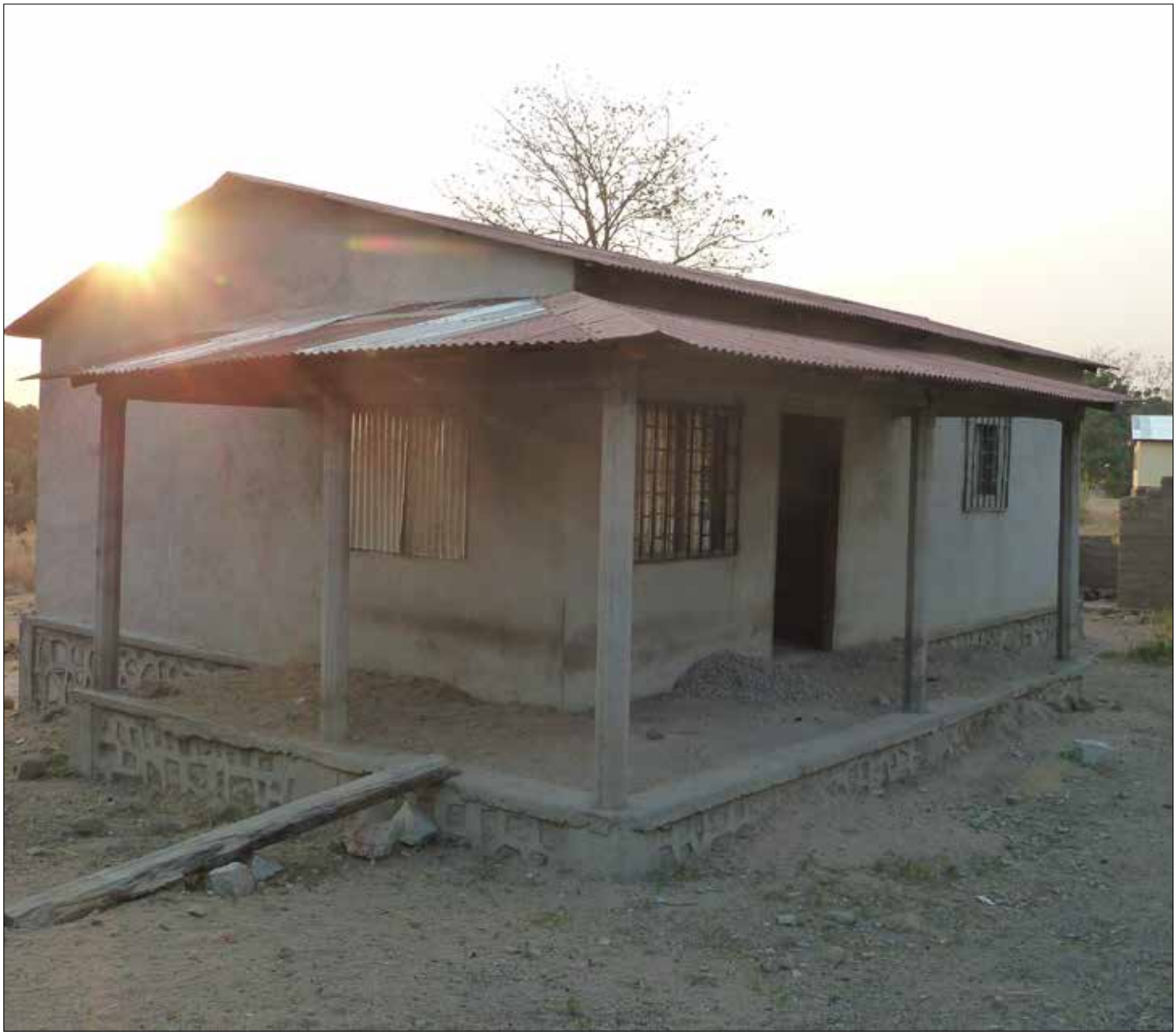
Avare en paroles, mais généreux dans l'effort, ce jeune homme, frêle, au pas posé, est plein d'entregent et de persévérance. À ses débuts, avec les gains perçus dans le cadre du Cash for work, il avait acheté deux moutons (mâle et femelle) et aménagé un petit enclos à l'arrière-cour de la concession familiale. Sa volonté et sa ferme envie de réussir son projet de vie en élevage, un domaine qu'il connait bien puisque fils de vétérinaire, l'ont poussé à développer son activité.

« Pendant la grande fête des musulmans, j'en ai vendu sept. Je les ai transportés à Garoua Boulai (frontière camerounaise) et je suis rentré à la maison avec 310.000 francs CFA. » Actuellement, « je possède 57 têtes », dit-



il alors qu'il vient de finir le décompte de son troupeau. Pour les porcs, il lui en reste 14 alors qu'il en avait des dizaines. Idem pour la volaille. Le bilan aurait été plus reluisant, nous confie ce jeune éleveur, si une épidémie n'avait pas ravagé les 2/3 de ses porcs et des centaines de volailles, poulets et canards réunis. Mais loin de se laisser démonter, Patrick se projette déjà l'avenir d'autant plus qu'il attend dans les prochains jours la remise de son kit professionnel dans le cadre du projet AGR de la MINUSCA dont il est bénéficiaire. En effet, La formation qu'il a reçue dans le cadre du projet Activités génératrices de revenus (AGR) et son esprit d'entrepreneuriat lui ont permis de concevoir son projet de rêve, le soumettre à la validation du groupe de travail de DDR, en vue de bénéficier de kits professionnels en élevage de volaille. « Je dois recevoir 350 poussins, des abreuvoirs, mangeoires, vaccins, vitamines, aliments pour la croissance et le développement des sujets. J'ai déjà construit le poulailler selon les normes et aménagé l'espace avec des résidus de bois d'œuvre. Donc, je suis prêt pour tenter cette nouvelle expérience d'élevage moderne de poulet de chair et de pondeuses ».

En bon entrepreneur, il anticipe déjà sur la commercialisation. « Si mes projections sont bonnes, s'il n'y a pas de pertes et que les sujets arrivent à maturité et très bonne santé, je pourrai les revendre à 3 500 francs l'unité. Alors si vous faites le calcul, je peux gagner 1.225.000 francs CFA. Et là, pour un début, je suis millionnaire. Cela veut dire que si je redouble encore d'efforts, je serai très riche ». Sa formation en économie aidant, cet ancien élève de la série B, fait tout dans les spéculations financières. En plus de son élevage, il a aménagé



sur une partie de leur concession familiale, un jardin dans lequel poussent des manguiers, des citronniers et d'autres arbres fruitiers et des légumineuses. Toujours avide de nouvelles activités, il a acquis une parcelle à côté de la rive Baya où il pratique le maraîchage avec des pois de terre, des choux, des patates, de la salade et de la tomate. Et pendant l'hivernage, il cultive sur un autre champ, plus vaste encore, situé à 5 km de la ville, du manioc, du maïs, de l'arachide, du gombo, de la courge et des haricots rouges.

« Les gens me vouent un respect et une grande considération parce que je suis devenu un modèle de réussite. Ils ont compris que les ex-combattants sont des personnes comme vous et moi. Nous pouvons faire des exploits si on nous offre une chance dans la vie. La MINUSCA a tracé la voie et certains combattants ont pu saisir cette main tendue pour déposer les armes, tourner la page de la guerre et gagner leur vie autrement qu'en manipulant des armes. En tout cas, moi, Patrick, je ne reprendrai jamais les armes quelles que soient la raison et les motivations. Car, je mesure l'intérêt de la paix pour moi, ma famille, ma communauté et mon pays », promet-il. ■

PORTRAITS

MOUSSA ASSILEK ET MAHAMAT NIEWA: SOLIDARITÉ ET ENGAGEMENT

▲ Moussa Assilek

▲ Mahamat Niewa

Installés au quartier Sultan, séparés naturellement par la seule artère principale qui mène de l'hôpital régional à l'aérodrome de la ville de Ndele, Moussa Assilek et Mahamat Niewa sont tous les deux de jeunes commerçants. Ces trentenaires sont respectivement originaires de la Bamingui-Bangoran et de la Haute Kotto. Le premier était prédestiné à l'érudition. Toute son enfance, il l'a passé dans la « guiraille » (l'école coranique). Le second arpentait les chantiers miniers à la recherche de métaux et pierres précieux. Leurs chemins se sont croisés à Bangui lors des évènements de 2014 alors qu'ils etaient, tous les deux, enrôlés dans les rangs des ex-Seleka. « Animés par la même cause », ont pris d'assaut la capitale centrafricaine, se souviennent-ils.

Relocalisés à Ndélé en octobre 2015, ces deux jeunes ex-combattants ont ont été admis au programme de pré-DDR. « Nous avons intégré ce programme de la MINUSCA le même jour. Nous avons participé ensemble à toutes les activités développés par la MINUSCA, depuis l'enregistrement, 27 juillet 2016 jusqu'à la réception de nos kits professionnels, le 04 décembre 2017 », se rappellent-ils encore.

Célibataires sans enfants, ils ont commencé leurs activités commerciales bien avant la mise en œuvre du projet "Activités génératrices de revenus". La volonté en bandoulière, ils ont consenti un lourd sacrifice pour réussir leurs projets. Mahamat épargnait chaque fin de semaine les 2/3 de son salaire du cash for work. « À la fin du mois, je partais acheter des marchandises au marché pour les revendre. J'ai commencé avec des cahiers d'écoliers, du savon, du sucre et du café. Et petit à petit, j'ai développé mon commerce. Et le résultat est là : par la grâce de Dieu, j'ai une boutique bien approvisionnée », dit-il.

« C'est avec un capital de 150 000 francs CFA que j'ai démarré mon activité. Je me suis approvisionné sur le marché en denrées de première nécessité (huile, riz, mil, haricot, manioc, sucre, sel, produits laitiers,...) et en divers articles pour enfant. J'ai confectionné une petite table pour y mettre certains articles. Ensuite, j'ai construit une cantine en paille jusqu'à parvenir à cette boutique en dur », explique Moussa qui, lui, a lancé ses activités grâce à une tontine.

Dans leur domaine, Mahamat et Moussa font office de pionniers. Durant le lancement du projet AGR, le 1er juillet 2017, ces deux compagnons ont opté naturellement pour le commerce. Ce choix les a conduits à suivre un programme de formation développée par la MINUSCA sur la gestion simplifiée, la comptabilité et le marketing commercial. En plus du parchemin qu'ils ont reçu après trois mois de formation, certifiant ainsi leur aptitude technique en commerce, ils ont reçu individuellement des tôles, du ciment, et des planches en bois, entre autres matériaux pour la construction de leurs échoppes. Cerise sur le gâteau, ils ont bénéficié de diverses marchandises pour le premier approvisionnement de leurs étalages. Un bel avenir s'ouvre devant ces deux jeunes pleins d'ambitions pour eux et pour leur pays. ■

PORTRAIT

ZAHRA RENOUE AVEC L'ESPOIR GRÂCE AU PRÉ-DDR

Zahra Abakar Hassan porte en elle les stigmates du conflit violent qui déchire depuis plusieurs années la République centrafricaine. Dans ce conflit, elle a vu s'éteindre plusieurs membres de sa famille. Elle a connu la souffrance physique, la douleur morale de perdre des proches et l'angoisse que représente la dispersion da sa famille. Lorsqu'elle a perdu son père et son frère, Zahra et son mari avaient tous les deux rejoint la coalition Seleka pour venger la mort des membres de sa famille. Malheureusement pour elle, son mari également sera tué dans ce conflit, et elle, grièvement blessée par balle lors d'une attaque. Devenue veuve, la mère de 6 enfants s'interrogeait sur son avenir et celui de ses enfants dans un pays décimé par la violence armée. Exhortée par des proches d'abandonner l'esprit de vengeance et revenir dans la vie civile pour s'occuper de sa famille, elle décidé de rejoindre le programme pré-DDR de la MINUSCA, qui lui a permis de participer aux activités de "cash for work" et plus tard de bénéficier des activités génératrices de revenus (AGR).

Aujourd'hui, elle est commerçante au marché central de Kaga-Bandoro où elle vend divers produits alimentaires, notamment des légumes, fruits, etc. Elle se dit heureuse d'avoir fait ce choix, et exprime sa reconnaissance à la MINUSCA qui lui a tendu la main et donné la chance de se réinsérer sur le plan économique et social. « Je suis très satisfaite d'avoir rejoint ce programme. Mon commerce me permet aujourd'hui de gagner ma vie et de prendre en charge les besoins de ma famille. Par ailleurs, je suis bien intégrée dans la communauté et j'ai une vie sociale remplie. Je me sens utile", explique-t-elle.

L'Imam de la Mosquée centrale de Kaga-Bandoro, Abakar Ahmat, confirme que, grâce au programme pré-DDR, Mme Hassan est aujourd'hui un modèle de réinsertion réussie au sein de la communauté musulmane de la ville. « Zahra est notre voisine. Elle est le prototype de la femme battante qui ne baisse jamais les bras. Elle est une fierté pour nous tous et une source d'inspiration pour les femmes. Nous remercions la MINUSCA pour le programme pré-DDR, qui a été très bénéfique pour tout le monde, chrétiens comme musulmans », soutient l'imam Ahmat.

Pour sa part, Al-Hadji Mohamed Sani, Secrétaire général de la Communauté islamique de Kaga-Bandoro, indique que Zahra joue un grand rôle dans la communauté. « Elle est fortement impliquée dans toutes les activités sociales. Elle encourage les autres femmes à avoir des activités économiques. Elle sert de modèle aux autres femmes. Nous saluons ce programme de la MINUSCA. En appuyant les femmes comme Zahra, la Mission montre qu'elle pense à notre communauté », soutient-il.

Le rêve de cette femme courageuse et ambitieuse est de développer davantage son commerce pour l'étendre au niveau régional et avec les pays voisins, tels que le Soudan et Tchad. Elle envisage de pouvoir importer des produits de ces pays qu'elle va revendre en Centrafrique et exporter des produits locaux vers les pays voisins. « Je veux devenir une vraie femme d'affaires et soutenir mes enfants dans leurs études afin qu'ils les poursuivent le plus loin possible et obtenir des diplômes universitaires qui leur permettront de trouver de bons emplois », dit-elle. Mon vœu est que cela continue, car sans la paix, rien ne peut marcher. « Nous avons besoin de bâtir la paix pour assurer un meilleur avenir pour nos enfants », conclut-elle. ■

FEMMES ET RÉINSERTION SOCIOÉCONOMIQUE À NDÉLÉ

Depuis le lancement du projet AGR en juillet 2017 dans la ville de Ndele, 75 femmes ont pu bénéficier de kits professionnels pour lancer ou développer leurs activités. Tous leurs projets ont fait l'objet d'une étude rigoureuse avant d'être validés par le comité local de gestion et d'un encadrement permanent en vue d'une pérennisation de cette approche de réinsertion socioéconomique.

A 23 ans, Marielle Benou est fière de reprendre la vie active. Installée dans la rangée des vendeuses de condiments, en plein centre du marché, elle vend des brochettes de viande de bœuf et de la boule de manioc. « Je m'épanouis dans mon commerce. Mon chiffre d'affaires journalier tourne autour de 6 500 francs. C'est une somme conséquente pour moi. » Le projet AGR est une valeur ajoutée à son activité. Les kits reçus de la MINUSCA lui ont permis de développer son commerce.

Au quartier Golomandja, une jeune femme fait le « buzz ». A 22 ans, Zara Abdoulaye, mariée et mère de deux enfants. Elle est la première ex combattante à ouvrir un atelier de couture à Ndele, installee dans la maison familiale. « Entre 7 heures du matin et 13 heures, j'ai cousu trois chemises. Et elles sont déjà vendues. Les choses sont allées trop vite. Franchement, je ne m'attendais pas à recevoir autant de clients. Mais, je me rends compte que le besoin est là. Il y a une très forte demande sur le marché. Je vais saisir cette opportunité pour développer mon activité », déclare-t-elle.

Une autre ex-combattante qui ravit la vedette aux hommes dans la ville de Ndele, Fane Assane. Pleine d'entregent, cette jeune femme a le sens des affaires. Elle est la seule femme à exercer le métier de fabricant de briques exclusivement réservé aux hommes. Le pagne noué jusqu'aux genoux, avec son voile sur la tête, elle est propriétaire de d'un vaste chantier de

moulage de briques. En plus de la briqueterie, elle a récemment acheté une cinquantaine de planches de bois et les a stockées en attendant la fluctuation du marché local voire sous régional pour les revendre. En outre, elle a obtenu auprès de la société des eaux centrafricaines (SODECA) un agrément pour la gestion du robinet public de Djalab. Elle devient ainsi la seule habilitée à ravitailler en eau potable ses voisins du quartier. A la question de savoir quel regard la communauté porte sur elle, elle répond fièrement que « les gens ont de la sympathie pour moi. Maintenant, toutes les femmes veulent suivre mes pas. Elles ne cessent de me demander des conseils sur leur avenir. Et j'essaie de leur ouvrir les yeux afin qu'elles comprennent les enjeux du développement de notre localité et prennent conscience du rôle de la femme dans la société », conclut-elle. ■

KAGA-BANDORO

AIDER LES EX-COMBATTANTS DANS LE CHOIX ET LA VALIDATION DE LEURS PROJETS

Avec plus de 760 bénéficiaires du pré-DDR dans le secteur Centre, la MINUSCA a mis en place un comité local de suivi chargé d'aider les ex-combattants dans le choix et la validation de leurs projets soumis pour financement dans le cadre des activités génératrices de revenus (AGR). Ce comité est composé de représentants des autorités administratives et locales, des associations de femmes et de jeunesse, des responsables religieux et chefs coutumiers ainsi que des représentants de groupes armés. « Le comité traite les demandes reçues, apprécie l'opportunité socio-économique de ces demandes, fait la sélection pour retenir les meilleurs projets qui ont un intérêt pour la communauté dans son ensemble », explique Soued Ines Rahmi, de la section DDR de la MINUSCA. Au-delà de la sélection des projets à financer, le comité joue également un rôle crucial dans le suivi de la mise en œuvre. Ce suivi est d'autant plus important qu'il permet d'évaluer l'impact du programme sur les ex-combattants et les membres de la communauté en général.

Le sous-préfet sortant de Kaga-Bandoro, M. Paul Fradjala, explique que le comité dont il assure la coordination se réunit une fois par semaine. Il est divisé

en trois groupes, et chaque groupe composé de 5 membres fait le suivi hebdomadaire. « Dans la sélection des projets, nous avons retenus divers domaines d'activités, y compris la boulangerie, la mécanique, le transport, la couture, le commerce, la restauration, la peinture, etc. afin de permettre aux bénéficiaires de travailler dans des secteurs qui correspondent aux besoins de la population, mais aussi et surtout pour éviter que tous ne pratiquent la même activité, ce qui réduirait les possibilités de succès », soutient-il.

Pour sa part, le maire de Kaga-Bandoro, Abel Shérif, ajoute que le comité a joué un rôle important pour permettre aux bénéficiaires de trouver des sites sur lesquels ils peuvent exercer leurs activités. Le maire et les chefs de quartiers ont attribué l'espace pour l'installation des bénéficiaires. « Le programme est aujourd'hui une grande réussite. Il a permis la réintégration socio-économique de plusieurs centaines de jeunes, qui sont aujourd'hui bien acceptés dans la société, et il a également contribué à réduire les actes de banditisme et la violence dans la communauté », soutient le Maire, Abel Shérif.

Mahadi Moussa, un jeune bénéficiaire des AGR, qui fait du transport avec sa moto tricycle confirme le rôle important joué par le comité auprès des ex-combattants. « Les membres du comité font un excellent travail de suivi. Ils s'intéressent à ce que nous faisons, et sont toujours disponibles pour nous donner des conseils pour la conduite de nos affaires. Ils relaient également nos doléances auprès de la MINUSCA, qui est à notre écoute et qui nous soutient dans cette phase de transition », soutient-il.

Amadama Shouaibou, un des leaders du MPC, également membre du comité de suivi, se félicite du succès de ce programme, qui a permis, selon lui, de réduire le banditisme et la violence dans la ville de Kaga-Bandoro. Il se dit satisfait de constater que les ex-éléments de son groupe qui ont intégré le programme s'en sortent bien. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis que le programme a été lancé à Kaga-Bandoro, 764 personnes qui appartenaient aux groupes armés ont adhéré au programme Pré-DDR. Le taux de récidive est de moins de 1%. La plupart des groupes armes ont adhéré à ce processus.

PRÉ-DDR

DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES DE LA HAUTE-KOTTO

Partager la vision du programme pré-DDR aux femmes de l'association Nouvel élan du site de déplacés de PK3 de Bria en mettant à leur disposition les mécanismes qui leur permettront de faire prospérer leurs activités économiques. C'est l'objectif de la session de formation organisée, le 4 octobre 2017, par la section DDR de la MINUSCA sur le thème « L'éthique professionnelle liée au commerce et à la gestion des clients ».

« Nous avons pensé qu'il était important de mettre un accent particulier sur les femmes leaders d'opinion parce que c'est vous qui avez subi le plus lourd tribut de ce conflit et des affres de la guerre », a justifié Jean de Dieu Ntanga Ntita, Coordonnateur régional DDR de la MINUSCA. En effet, « les femmes, en Afrique, sont des agents économiques très dynamiques. Au-delà de leurs activités génératrices de revenus, elles sont les principaux leviers de l'économie locale. Négliger la participation essentielle des femmes au processus de maintien de la paix pourrait avoir de graves conséquences dans la ville de Bria. À cet égard, nous sommes convaincus que l'autonomisation des femmes reste un atout majeur pour le retour de la paix », a-t-il soutenu.

En sa qualité de président de l'association Nouvel élan, Bangabele Paulin a exprimé sa gratitude à la MINUSCA pour le travail qu'elle a accompli en faveur des ex-combattants. Il a conclu en invitant ses camarades à soutenir les efforts de la MINUSCA qui, selon lui, visent à favoriser le retour de la paix en Centrafrique et à Bria en particulier. ■

RESTAURER UN CLIMAT DE CONFIANCE ENTRE EX-COMBATTANTS ET COMMUNAUTÉS À BAMBARI

Chez Tantie Suzie, la gestionnaire de l'espace gastronomique municipal « Bambari La Belle », on croque la vie à pleines dents. Situé à quelques encablures du centre-ville, ce restaurant grouille de monde.

Suite à une demande officielle des autorités locales, la MINUSCA avait mobilisé une trentaine d'ex-combattants anti Balaka, engagés dans les activités « cash for work », pour la construction de ce bâtiment à vocation communautaire. Ces derniers ont assuré les travaux, de la fondation à la décoration en passant par le moulage des briques, le coffrage, la menuiserie et la charpente, la plomberie, l'électricité, la peinture. Des compétences acquises grâce à une approche « formation-apprentissage» développée par le bureau local DDR de Bambari.

Après des années de fermeture, du fait de la crise qui a frappé cette partie de la Centrafrique, cette paillote municipale reprend aujourd'hui une vie normale et redevient ainsi le symbole vivant d'une ville qui cherche à se réconcilier avec elle-même et restaurer un climat de confiance entre les communautés. « On fuyait la ville à cause des exactions des combattants et de l'insécurité qui y régnait. Aujourd'hui, ce sont des ex-combattants qui ont reconstruit ce cadre idéal d'échange et de dialogue entre frères, amis, parents, etc. C'est extraordinaire », témoigne une personnalité de l'Église protestante et leader d'opinion. « Nous sommes fiers d'eux et très reconnaissants de l'œuvre qu'ils ont réalisée », renchérit un habitué des lieux, Bienvenue Sampoule.

La réhabilitation de la paillote municipale est l'un des plus grands projets de la collectivité locale au cours de l'année 2017. « Ce projet me tenait à cœur », confie le premier magistrat de la ville de Bambari, Abel Matchipata. « Elle favorise la rencontre des populations et le brassage culturel. Les ex-combattants ont prouvé à la population de Bambari leur savoir-faire et leur motivation pour la paix dans la Ouaka. Et nous ne pouvons que les féliciter et les encourager à persévérer dans cette dynamique de paix », encourage-t-il pour conclure. ■

Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro I Bambari
| Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati

RADIO GUIRA 93.3 FM

TRIBUNE

PRÉ-DDR
DE BONNES PRATIQUES À PÉRENNISER

(PAR JEAN WILLYBIRO SAKO, MINISTRE CONSEILLER SPÉCIAL, COORDONNATEUR DDRR ET RSS À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE)

Nous mesurons, à leur juste valeur, les réalisations de la section DDR de la MINUSCA sur le terrain. Elles sont visibles et réelles. À mon retour de mission à Kaga-Bandoro, j'ai fait un compte rendu des résultats au Chef de l'État, le Pr. Faustin Archange Touadéra. Je lui ai dit que ce que j'ai vu là-bas est impressionnant. Des jeunes qui demandent à quitter les groupes armés pour intégrer les activités du DDR. Une jeunesse éveillée, consciente et prête à s'engager pour la paix. Une très forte demande que nous devons satisfaire dans le grand programme DDR. Le constat sur le terrain est que tous les groupes armés, à l'exception du FPRC qui est encore réticent pour des raisons qui leur sont propres, attendent beaucoup du DDR. Ils souhaitent tous que le Programme national Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement se mette en place pour le bien de notre pays. Les jeunes fondent beaucoup d'espoir sur ce programme. Ils veulent quitter les rangs des groupes armés et embrasser une nouvelle vie. Donc, il est de notre devoir de mettre en œuvre ce programme DDR dans l'intérêt de la nation centrafricaine.

S'agissant du Projet le DDR pilote, les opérations de désarmement et de démobilisation se sont déroulées normalement dans les localités ciblées. Une première

vague est en formation. La deuxième vague va suivre. Ceux qui ont choisi la réintégration communautaire bénéficieront d'un accompagnement en vue d'une réinsertion socioéconomique. J'en profite pour saluer l'engagement des groupes armés qui participent à ce projet. Il faut peut-être rappeler que c'est un projet pilote qui a ses limites en terme d'absorption des milliers

de combattants. C'est la raison pour laquelle, nous devons aller vers le Programme national DDRR.

Vers la mise en place de comités décentralisés

Nous allons bientôt mettre en place un comité décentralisé du DDR. Cette structure sera installée dans les préfectures, sous-préfectures et communes. Le projet est déjà rédigé et sera soumis au Président de la République pour approbation. Aussitôt après, nous allons recruter les techniciens qui se chargeront de promouvoir le DDR dans les coins les plus reculés de la Centrafrique et de préparer les populations et les différents acteurs au grand programme DDR. La MINUSCA ici à Bouar a déjà fait un travail remarquable dans ce sens. Nous allons capitaliser sur les bonnes pratiques et renforcer davantage les acquis sur le terrain. Les partenaires techniques et financiers de la Centrafrique sont favorables à la mise en place de ce comité décentralisé bien qu'au départ certains étaient réticents. Mais, ils ont compris l'intérêt et le rôle de cette structure dans ce processus de DDR.

Le soutien de la communauté internationale

La communauté internationale est prête à nous soutenir financièrement. La Banque mondiale va contribuer à hauteur de 30 millions de dollars, l'Union européenne nous a promis un soutien financier. Le gouvernement américain est engagé dans ce processus à hauteur de 2 millions de dollars. Ils nous ont déjà remis huit véhicules. La CEMAC aussi nous a remis deux autres véhicules. Enfin la MINUSCA reste prête à appuyer la réinsertion à concurrence de 3 millions de dollars à côté de son soutien logistique et opérationnel aux opérations de désarmement. Je pense qu'à l'heure actuelle, notre priorité c'est l'identification des combattants. Nous avons travaillé sur une base de 7000 combattants mais à entendre les chefs des groupes armés sur le terrain, ils sont plus que nos prévisions. D'où l'importance d'envoyer des équipes mobiles, nous en avons prévu quatre, sur le terrain pour l'identification des éléments. C'est un gros travail qui certainement nous prendra trois mois.

Un cadre de discussion et de suivi du processus de paix

Le Comité consultatif et de Suivi (CCS) constitue la plateforme de dialogue entre le gouvernement et les groupes armés. C'est un cadre permanent de discussion et de suivi du processus de paix. Les représentants des groupes armés engagés dans cette dynamique de paix sont chargés de relayer les recommandations prises lors des réunions, de faire le plaidoyer pour un respect des engagements pris ensemble dans l'intérêt de notre pays. ■

RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE

QUELQUE 3000 EX-COMBATTANTS CIBLÉS À BANGUI

Le projet de réduction de la violence communautaire (CVR) vise à améliorer la sécurité au niveau local à travers des opportunités de réinsertion économique et sociale sous forme d'activités génératrices de revenus. L'étape de Bangui cible 3000 ex-combattants et jeunes associés aux groupes armés, notamment 1500 personnes affiliées au mouvement anti Balaka, 500 membres du groupe d'auto-défense de PK5 et 1000 ex-Séléka cantonnés dans les trois camps militaires de Béal, BSS et RDOT.

En avril 2016, MINUSCA DDR avait procédé à l'identification et au profilage des bénéficiaires en vue de concevoir des projets favorisant leur intégration sociale et leur autonomisation. Lors de ces opérations, ils ont exprimé leur choix professionnel. Par la suite, une étude de marché a été réalisée sur la ville de Bangui afin de les orienter vers des filières identifiées comme plus viables et rentables notamment la soudure, la mécanique, la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, le bâtiment, la conduite automobile, le commerce, l'informatique, la bureautique, la couture, l'agriculture et l'élevage. Les formations sont organisées par l'UNOPS qui a recruté des ONG locales pour l'exécution des programmes. La FAO a été contractée pour les activités agro-pastorales. Les activités de formation ont débuté le 28 novembre 2016 et pris fin en début janvier 2018.

Sur le terrain, l'impact du CVR est mesuré d'abord par l'intériorisation de la culture de la paix par les bénéficiaires, à travers la cohésion sociale et le vivre ensemble ; ensuite, par la capacitation technique et l'acquisition de kits professionnels ; enfin par la relance des activités socio-économiques et l'amélioration des conditions d'existence des bénéficiaires et des membres de leurs communautés.■

DES BÉNÉFICIAIRES TÉMOIGNENT…

LUCIEN YOSSET, MÉCANICIEN CHAUFFEUR

« Je travaille en équipe avec trois autres bénéficiaires. À la fin de la semaine, nous totalisons les recettes et procédons à la répartition, cela en vue de permettre à chacun d'entre nous d'avoir quelque chose pour subvenir au besoin de sa famille. Je peux vous dire qu'aujourd'hui, grâce à ce projet, je gagne dignement ma vie. Voilà, aujourd'hui je suis avec ma femme et mes cinq enfants. Ces derniers sont tous scolarisés. J'avoue que l'assistance de la MINUSCA est d'une importance capitale pour moi. Car, je n'ai jamais reçu d'une personne ou d'une organisation une aide pareille. Mais grâce à la MINUSCA, j'ai recommencé une nouvelle vie. »

RODRIGUE HEYANA, ÉLEVEUR

« Il se pose alors un problème d'espace en ville. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi de les élever au village. J'ai embauché deux jeunes garçons qui s'occupent d'eux. Aussi, pour m'aider dans la tâche, j'ai acheté une parcelle sur laquelle je cultive. Cela me permet de réduire les coûts de l'alimentation. Aujourd'hui, je peux vous dire que mes trois bêtes grandissent très bien et les deux truies sont gestantes. Bientôt, elles vont mettre bas et j'aurais alors de nombreux porcelets. Je suis très fier de ma réussite car, je vais me faire beaucoup d'argent. Toutefois, un accompagnement régulier et prolongé de la FAO nous est indispensable pour nous permettre de bien suivre nos bêtes et les épargner des épidémies fréquentes qui, si nous ne faisons pas attention, risquent de les décimer ».

SOUTENIR LES EFFORTS DU GOUVERNEMENT POUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX À PAOUA

C'est dans une ambiance bon enfant que les populations locales de Paoua ont accueilli, le 16 novembre 2017, la remise officielle du nouveau centre social de Paoua nord, d'une école à Pendé, de ponts réhabilités et de kits pour activités génératrices de revenus. C'était lors d'une cérémonie présidée par le chargé de mission à l'Unité d'exécution du programme national de DDRR (UEPNDDRR), Jean-Pierre Betindji. À ses côtés, des élus et responsables administratifs locaux, le représentant de l'OIM, Mario Tavolaj, la cheffe adjointe de la section DDR de la MINUSCA, Margherita Zuin, et des représentants du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix.

Ces différents projets qui visent entre autres, à « améliorer la sécurité au niveau local à travers la réinsertion économique et sociale des membres des groupes armés prédisposés à la violence, qui ne sont pas éligibles pour le programme national de DDR; et à promouvoir la cohésion sociale et renforcer les mécanismes de dialogue inter et intracommunautaire », a expliqué Mario Tavolaj.

La cheffe adjointe de la section DDR de la MINUSCA s'est, pour sa part, réjouie de la réussite de ce projet mis en œuvre par la Mission en partenariat avec l'OIM. « La mise en œuvre de ce projet vise à soutenir les efforts du gouvernement en vue du rétablissement de la paix », a-t-elle déclaré. Margherita Zuin a, par ailleurs, saisi l'occasion pour annoncer à la population locale le renouvellement du projet. « La deuxième phase sera bientôt lancée. Elle va appuyer la réinsertion économique des bénéficiaires à travers le renforcement des projets AGR et la mise en œuvre de 400 nouveaux autres projets en passant par l'extension du projet de réhabilitation des ponts et l'accès aux infrastructures routières. » ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au total, 7000 bénéficiaires du CVR sont issus de dix communautés que compte la sous-préfecture de Paoua, qui couvre cinq communes notamment Paoua, Banh, Bimbi, Mâlé et Mom. Parmi eux, 4.681 sont des ex-combattants et 2.319 des personnes vulnérables. La dimension genre a été bien prise en compte avec 1.730 femmes bénéficiaires.

BAMBARI, ÉTAPE FINALE DES OPÉRATIONS DE DÉSARMEMENT ET DÉMOBILISATION

Du haut de ses 22 ans, Issa, qui a intégré le groupe armé Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) depuis 2013, estime que le moment est venu de quitter définitivement et sans contrainte les rangs de son groupe armé et d'entamer une nouvelle vie. « Mon souhait est d'intégrer les Forces armées centrafricaines pour contribuer à la sécurisation de mon pays, mais si cela ne se réalisait pas, je serais malgré tout heureux d'être accompagné par le programme DDR afin de réussir ma réinsertion socio-économique parce qu'on peut aussi devenir quelqu'un sans passer par les armes », avance-t-il. C'est donc avec empressement qu'il s'est présenté le 19 décembre 2017 pour déposer son arme, dans le cadre de la dernière phase du projet pilote désarmement démobilisation réinsertion (DDR) organisée à Bambari.

Lancée le 30 août dernier à Bangui, l'opération s'est

achevée par l'étape du chef-lieu de la Ouaka où 43 combattants issus de l'UPC, des anti Balaka aile Mokom et du Rassemblement patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (RPRC) ont été volontairement désarmés et démobilisés. Conduit par une équipe mobile de l'unité d'Exécution du programme national DDR (UEPNDDR), le projet a bénéficié du soutien technique de la MINUSCA.

Pour le chef de la mission de l'UEPNDDR, Samuel Touatena, la phase pilote de Bambari a dépassé les objectifs attendus : « si le bilan de cette opération pilote au niveau national est satisfaisant, les résultats de Bambari sont bien au-delà des attentes, vu la mobilisation des groupes armés à mettre à disposition leurs hommes pour déposer leurs armes ». En effet, durant trois jours, sur le site de la mairie de Bambari qui a abrité les opérations, les combattants des trois groupes armés ont scrupuleusement respecté les différentes étapes du processus au sein des cellules techniques mises en place dans le cadre de l'opération pilote. De la phase de sensibilisation au passage par la Cellule de Vérification et Criblage ou même lors de la visite chez le médecin et le psychologue, la quarantaine de combattants démobilisés ont suivi dans la discipline le processus.

À l'issue des deux opérations de DDR pilote conduites à Bambari en octobre et décembre 2017, 48 éléments des groupes armés ont en tous été désarmés et démobilisés. Près d'une trentaine d'armes ont été collectées et plus d'une cinquantaine de munitions et autres engins explosifs ont été déposés.

LANCEMENT DU VOLET RÉINTÉGRATION SOCIOÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE

UN photo / Minusca / Archives

En partenariat avec l'ONG ACTED, l'Unité d'exécution du programme national de désarmement démobilisation réintégration et rapatriement (UEPNDDRR), a procédé le 21 décembre 2017 à Bangui, à la cérémonie de lancement du volet Réintégration communautaire dans le cadre du projet DDR Pilote en République centrafricaine. Il s'agissait globalement de présenter le projet, d'informer les bénéficiaires, les partenaires d'exécution et les bailleurs de fonds sur la mise en œuvre du projet sur les sites retenus.

Plus concrètement, les activités induites par ladite Réintégration consisteront en l'appui aux activités génératrices de revenus telles que la mécanique, la soudure, l'électricité, la menuiserie, la conduite automobile, l'agriculture, l'élevage, le commerce, la couture, la bureautique, etc., aux subventions de projets en matière de relèvement de la communauté (construction et réhabilitation des infrastructures de base) et aux activités de réconciliation.

Félicitant l'ONG ACTED « qui a accepté de jouer le rôle d'organisme d'exécution du projet», le coordonnateur de l'UEPNDDRR, le Colonel Noel Selesson, a fait savoir que « dans le domaine de la restauration de l'autorité de l'État, la problématique du désarmement constitue une priorité du Président de la République », car, a-t-il précisé, « les armes illégalement détenues par les groupes armés constituent une menace pour la stabilité et le développement».

Il est à noter que cette réintégration communautaire est rendue possible grâce à l'appui de la Banque mondiale. ■

LE SECTEUR INFORMEL SÉDUIT LES EX-COMBATTANTS DE BOUAR

C'est le crépuscule au marché Haoussa de Bouar. L'appel du muezzin à la prière pour les fidèles musulmans sonne aussi la fin de la journée pour les milliers de commerçants qui s'y activent. Dans cette boutique un peu excentrée, des clients, généralement jeunes, attendent encore leur tour chez « Didier le coiffeur ». Ce label, Didier Ozongaye, 26 ans, le doit à son professionnalisme et son crédo de toujours satisfaire sa clientèle. « Les clients viennent de partout de la ville et je pense que cela est dû à mon expertise dans ce domaine et surtout à l'équipement de dernière génération dont je dispose ». Ce matériel haut de gamme, composé de cinq tondeuses électriques, deux tondeuses manuelles, une chaise roulante, un ventilateur, un grand miroir, un rouleau de tissu pour décorer son atelier, une radio boomer pour l'animation musicale et des produits cosmétiques, constitue le kit de réinsertion dont Didier a bénéficié dans le cadre du projet Activités génératrices de revenus (AGR), qui lui permet aujourd'hui de reprendre son activité d'avant-guerre.

Sur l'esplanade de cet atelier de mécanique situé sur la principale route qui mène à la mairie de Bouar, deux jeunes apprentis démontent une moto. À l'intérieur, deux autres sont en pleine discussion. « Nous faisons le point de la situation financière pour les besoins de la comptabilité », nous renseigne l'un deux, Cyriaque Ngobay, le gestionnaire. Au départ, ces ex-combattants au nombre de neuf, s'étaient constitués en groupement pour développer leur projet commun. Ainsi, ils ont démarré leurs activités par la réparation de motos, avant de se lancer récemment dans la vente de pièces détachées.

Roger Nambana, a, lui, la charge de la gestion de l'atelier mécanique qui selon lui marche également bien. « Nos clients sont tellement nombreux que nous avons recruté des aides pour nous assister dans le travail. Ils en profitent pour apprendre le métier », indique-t-il. Dans le souci de diversifier leurs expertises, ils ont commis certains parmi les membres du groupement dans un atelier de la place pour se former en soudure. « Nous avons envoyé quatre de nos camarades se faire former en soudure. Ils y vont le matin et les après-midis, ils nous rejoignent à l'atelier pour continuer le travail ». Ce groupement est si ambitieux que leur président a décidé de retourner à l'école pour une formation académique en mécanique générale. « Il est à Baoro, dans une ville situé à 60 km de Bouar, depuis presque quatre mois. À la fin de sa formation il va revenir avec un diplôme et un permis, mais aussi avec beaucoup de connaissances. Et nous tous allons en bénéficier », déclare fièrement le vice-président, Roger Nambana.

Dans le cadre du projet AGR, l'ex-combattant Serge Lionel Namdanga, avait, pour sa part, choisi volontairement la menuiserie. Pour mieux se concentrer sur sa nouvelle activité, il a passé le témoin de son ancien commerce de vivres à sa dulcinée qui actuellement se ravitaille en denrées de première nécessité dans le monde rural pour les revendre en ville. « Je l'avais déjà bien formée avant de la laisser se débrouiller seule », dit-il. ■

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

DE LA COUTURE POUR DES EX-COMBATTANTS DE BIRAO

Au centre de formation de Birao, sis au quartier Tambaye 2, le bruit des machines à coudre rythme la vie des occupants des lieux. Presqu'une trentaine d'ex-combattants, essentiellement des femmes, et de volontaires suivent une formation pratique en couture dans le cadre des activités génératrices de revenus. « Le travail de couturier demande beaucoup de concentration sinon on risque de perdre le fil », informe Babakir Roudkomsi, ex-combattant. Sur une autre machine d'à-côté, Zahra Fadoul, la trentaine, est la présidente du groupement des bénéficiaires de la « filière couture ». À travers ce programme, « les femmes sont sensibilisées sur leur rôle et responsabilités dans le processus de paix, enclenché par la MINUSCA et le gouvernement. Elles doivent jouer leur partition dans la stabilisation de la RCA.»

En attente de recevoir leurs diplômes de fin de formation et kits professionnels pour leur insertion socioéconomique, certaines apprenantes projettent déjà l'avenir. « J'ai un local pour m'installer. Dès que je reçois ma machine à coudre et les équipements connexes, je vais lancer mes propres activités et vivre de mon métier de couturière. Je n'ai aucun doute sur la rentabilité de cette activité à Birao », informe Awadia Idriss.

La distribution de kits aux bénéficiaires et le soutien apporté par la MINUSCA et l'UNOPS dans leur installation vont contribuer de manière significative à la valorisation de leur expertise. « De nombreuses activités de sensibilisation ont été entreprises par l'équipe de DDR Birao pour sensibiliser sur la pérennisation des AGR pour le développement durable et la nécessité de renforcer la cohésion sociale », déclare le chef de la section DDR de la MINUSCA à Birao, Abu Sherif, avant de promettre que « la MINUSCA continuera d'assister et de soutenir les bénéficiaires dans leurs installations. » ■

BAMBARI

LE GÉNIE DES EX-COMBATTANTS DANS L'ART DE DOMPTER LE BOIS D'ŒUVRE

À la périphérie du « camp des déplacés Sangaris », situé à 2 km de la ville de Bambari, sur la rive droite de la Ouaka, s'activent Samson, Celestin et Anselme un groupe de menuisiers, dans cet atelier à ciel ouvert. Le doyen du groupe, assisté d'un autre ouvrier au gilet rouge, sur lequel est écrit en sango « Mbi yé siriri, mbi kiri na gombé ti mbi (je veux la paix, je rends mon arme) », assure l'assemblage des pièces maitresse du mobilier de salon, sous l'œil du patron Hyacinthe Kongbo.

Il y a quelques années encore, ces menuisiers dont la réputation dépasse aujourd'hui les frontières de Bambari, ne savaient pas manier le bois d'œuvre. Tout a commencé avec programme pré-DDR de la MINUSCA qui les a formés, encadrés, organisés avant de leur remettre des kits professionnels pour assurer leur insertion et réintégration communautaire. « L'objectif était de permettre aux éléments des groupes armées qui ont accepté de déposer volontairement les armes, d'intégrer le programme pré-DDR en vue d'une réinsertion socio-économique », soutient le chef du bureau DDR de Bambari, Julien Mpoyi Banza. La formation a été divisée en deux phases. Une partie théorique pour comprendre l'environnement dans lequel ils vont évoluer. Et une seconde réservée à la pratique des connaissances acquises. Durant cinq mois, 30 ex-combattants se sont investis pleinement dans la filière menuiserie porteuse de croissance dans la ville. « Ce qui m'a le plus impressionné c'est cette envie d'apprendre. J'ai senti la motivation chez les apprenants et cela nous a permis d'atteindre en peu de temps nos objectifs. Et la preuve, je pense que c'est l'œuvre grandiose qu'ils ont réalisée à la Cité Dekan », souligne le responsable de la formation.

En plus d'avoir renoué les liens de confiance entre la communauté et les ex-combattants, le pré-DDR a fortement encouragé l'autonomisation des bénéficiaires. « Maintenant, j'ai un métier. Je gagne ma vie à la sueur de mon front. Grâce à mon activité, j'ai réussi à réhabiliter ma maison et à inscrire mes enfants dans une école privée. Et chaque jour, j'assure la dépense familiale », confie fièrement Hyacinthe Kongbo, confiant en l'avenir. ■

LES « ATELIERS DE LA PAIX » À BRIA

FORMATION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE

Grâce au volet travaux à haut intérêt communautaire ou “cash for work”, plusieurs ex-combattants de la ville de Bria exercent des activités génératrices de revenus.

Il est 10h30, ce matin au quartier Bornou. Katamandji et les sept autres bénéficiaires de son groupe sont à l’ouvrage. Ces ex-combattants fabriquent des marmites d’aluminium à partir des matériaux de recyclage. L’atelier tourne à plein régime. À longueur de journée, les artisans, pour la plupart des ex-combattants s’activent pour démouler et lisser des marmites de divers formats. Cette technique utilisée est bien élaborée et permet d’être productif. « C’est au cours d’une formation initiée par la section DDR de la MINUSCA que toutes ces techniques nous ont été enseignées » explique Katamandji. « Avant cette formation, la productivité était faible. Nous n’avions pas toutes les connaissances nécessaires pour faire prospérer notre entreprise. Aujourd’hui avec l’aide de la section DDR de la MINUSCA qui a renouvelé le matériel, nous arrivons maintenant à produire plus de quinze à vingt marmites par jour », déclare-t-il.

L’exemple de ce groupe de bénéficiaires du programme pré-DDR, a été dupliqué dans d’autres quartiers de la ville malgré la crise ambiante. Non loin du marché soudanais, le chef de l’atelier soudure et mécanique générale, Bello Mahamat, révèle que le fait de déposer son arme afin de s’inscrire dans le pré-DDR lui a permis de réaliser son rêve , celui d’avoir un atelier de soudure : « j’ai appartenu à un groupe armé pendant plus de 5 ans. Malgré mes efforts, je n’arrivais pas à avoir de l’argent nécessaire pour démarrer une activité génératrice de revenus durable. C’est grâce au Pré DDR que j’ai réalisé mon rêve. Je travaille avec dix ex-combattants qui ont eux aussi accepté de participer au programme. Au début, nous avons démarré notre business avec une épargne collective de 150.000 francs et cela a marché. À titre d’exemple, dans la semaine on peut avoir au moins 60.000 francs. Cela nous a permis d’inscrire nos enfants à l’école et de faire face aux dépenses familiales. Aujourd’hui, je suis un exemple dans la ville et je suis très respecté dans ma famille

et ma communauté». Aussi, Bello Mahamat demande-t-il à tous ses amis qui n'ont jusque-là pas encore déposé leurs armes de le faire et de prendre le train en marche, « car avec les armes on ne peut pas servir sa communauté avec fierté », conclut-il. ■

REGARDS CROISÉS

◄ **« Engager le dialogue afin de négocier pour pouvoir construire une vision commune »** (Cardinal Dieudonné Nzapalainga)

Chaque Centrafricain, par sa parole et son comportement, peut-être un artisan de paix. La colère n'a jamais résolu de problème. Il va falloir que nous baissions la tension d'un cran, que nous puissions nous dire que les vrais hommes se parlent, engagent le dialogue afin de négocier pour pouvoir construire une vision commune. Et c'est ce que, je veux pour ce pays en parlant aux uns et aux autres, en les interpellant pour que nous puissions transcender nos conflits, nos différents pour la paix centrafricaine. On doit vivre ensemble et conjuguer nos efforts pour la paix. La religion est un choix et nous devons respecter le choix des autres aussi.

◄ **« Pour un allègement fiscal pour ex-combattants, le temps du projet»** (Marthe Mbita, Présidente de la Plateforme des Femmes Leaders de la Nana Mambéré)

Le changement de comportement des jeunes est à mettre à l'actif du pré-DDR. A chaque coin de rue, on retrouve un atelier de mécanique, de couture ou de menuiserie. Au marché et même dans les quartiers, on voit des cantines gérées par des ex-combattants. Les femmes ex-combattantes ont regagné leurs foyers. Nombreuses parmi elles ont développé des activités génératrices de revenus. Grâce à ces activités, elles assurent la dépense quotidienne de leurs familles, la scolarité et la prise en charge sanitaire de leurs enfants. Certaines filles ont repris les études. En contrepartie, le gouvernement devrait les accompagner afin qu'ils ne retombent plus dans le banditisme ou la violence. C'est la raison pour laquelle, au niveau de notre Plateforme, nous sommes en train de mener un plaidoyer auprès des autorités administratives pour qu'elles exonèrent les bénéficiaires des taxes et patentes le temps qu'ils réussissent leurs projets. Je pense que cet allègement fiscal pourrait fortement contribuer à la stabilisation de la Nana Mambéré.

► **«Grâce au programme d'alphabétisation, nombreux savent lire, écrire et compter »** (Ahmed Moustapha Amgabo, Sultan de Birao)

Nul ne doute des résultats concrets de la MINUSCA en matière de sécurité et de stabilisation dans la Vakaga. Le pré-DDR a ramené la paix à Birao en construisant des écoles pour les élèves, des centres de formation pour capaciter les populations particulièrement les femmes et en développant des activités génératrices de revenus. Grâce au programme d'alphabétisation, de nombreux hommes et de femmes savent lire, écrire et compter. Je pense qu'il faut renforcer ce programme et l'élargir à la communauté. Le programme a contribué positivement au retour à la paix dans les cœurs et les esprits, à la sécurité dans la ville et par conséquent, à la stabilisation de la Vakaga.

► **« Vers un pool d'ouvriers et de professionnels qualifiés dans tous les secteurs »** (Daniel Andal Djouma, préfet intérimaire de la Vakaga)

Le pré-DDR nous a beaucoup réconfortés sur les plans sécuritaire et social. Les ex-combattants ont contribué à l'assainissement de la ville, à l'amélioration du cadre de vie, et à la réhabilitation des infrastructures étatiques. On a assisté a eu une diminution très considérable de la tension au niveau de la communauté. Il faut reconnaitre que le retour à la paix à Birao est dû en grande partie à ce programme. L'autre avantage de ce processus, c'est la mise en œuvre des AGR. À mon avis, ce projet est encore beaucoup plus intéressant que les cash for work en terme de capacitation des ex-combattants dans des filières telles que l'agriculture, l'élevage, le commerce, la couture, la mécanique, la menuiserie et la maçonnerie. La MINUSCA est en train de créer un pool d'ouvriers et de professionnels qualifiés dans tous les secteurs qui vont impulser le développement socioéconomique de la préfecture de Vakaga. ■

DES EX-COMBATTANTS DOTENT NDELE D'UN CENTRE DE FORMATION AUX MÉTIERS

Le 14 octobre 2017, la MINUSCA a remis aux autorités administratives et locales de Ndele les clés du centre de formation aux métiers. Composé de quatre bureaux, sept salles, six latrines et d'un puit aménagé, il a été entièrement construit par les ex-combattants à travers l'approche « Travail contre rémunération et apprentissage en groupe ». Cette formation visait à offrir des alternatives au recours à la violence aux éléments des groupes armés qui ont accepté de déposer volontairement les armes et de participer à des activités d'intérêt communautaire.

Débutés en novembre 2016, les travaux de construction se sont achevés en juin 2017. Cela a permis aux 283 ex combattants engagés dans le programme du DDR d'acquérir de nouvelles compétences en briqueterie, maçonnerie et menuiserie. « Ils ont suivi des formations approfondies dans différents métiers, ce qui leur permettra d'établir des liens avec les communautés à travers les projets qu'ils mettront en œuvre. Les habitants des quartiers environnants puisent déjà l'eau du puit aménagé », souligne Jean-Baptiste Fortes, chef du bureau DDR à Ndele.

Le sous-préfet de Ndele, Dieu-Béni Célestin Tebefra, a remercié la MINUSCA pour la construction de cette infrastructure qui a pour vocation de renforcer les capacités des acteurs locaux. « Cette infrastructure servira de cadre d'apprentissage et de renforcement de capacités des acteurs locaux. Elle recevra les hommes et les femmes désireuses de se former aux métiers de maçonnerie, mécanique, couture ». Aussi, en a-t-il appelé à œuvrer pour la durabilité de cette infrastructure communautaire.

Notons que la gestion du centre reviendra à l'Inspection académique du nord-est, en charge de l'éducation formelle et non formelle dans la préfecture de Bamingui-Bangoran. ■

BOSSANGOA

LA SENSIBILISATION, UN OUTIL EFFICACE POUR PACIFIER LES CŒURS ET LES ESPRITS

Portant sur des sujets divers, les journées de la paix (Lango Ti Siriri) sont des séances de sensibilisation organisées tous les samedis par le bureau de la MINUSCA à Bossangoa. Elles visent à promouvoir le climat sécuritaire, la paix et la cohésion sociale à Bossangoa et dans les environs. À cette initiative, s'ajoute des séances spécifiques de sensibilisation aux ex-combattants et leurs camarades sur leurs rôles et responsabilités en tant qu'acteurs de paix et de sécurité, indique le chef du bureau DDR à Bossangoa, Wilfried Relwende Sawadogo.

« Discuter ensemble, briser le mur qui séparait jusqu'ici les groupes armés ou les communautés, c'est quelque chose d'extraordinaire. La solution civile peut parfois être plus efficace que la solution militaire. Voilà le résultat des différentes initiatives conduites par la MINUSCA et les autorités locales jusqu'à présent. Une entente sans qu'aucune balle ne soit tirée », se réjouit le chef de bureau, Bara Dieng.

Les démarches et actions entreprises par la Mission pour la bonne avancée du pré-DDR à Bossangoa ont fait des ex-combattants de véritables artisans de la

paix qui s'impliquent désormais dans l'amélioration de la situation sécuritaire dans la région en posant des actes concrets dans le processus de paix, de pardon et de réconciliation. Pour preuve, sous l'impulsion du comité préfectoral de médiation créé par les au-

torités locales avec l'appui de la MINUSCA, les leaders des ex-combattants ont accepté de se rendre le 25 mai 2017 à Kouki, dans le fief des ex-Seleka. Visiblement heureux, les leaders de ces deux groupes armés se sont rencontrés pour discuter de paix, de vivre-ensemble et de libre circulation des personnes et des biens. Pour le préfet de l'Ouham, Clotilde Namboi, présidente du comité préfectoral de médiation, les recommandations faites au cours de cette rencontre vont dans le sens de la paix et de l'espoir.

Quelques mois après cette rencontre, ce dialogue de paix s'est matérialisé, le 15 juin 2017, à Nana-Bakassa, par la signature d'un acte d'engagement de non-violence et de paix des leaders de ces deux groupes armés. Sur cette lancée, les ex-combattants Anti-balaka et leurs leaders ont pris part, aux côtés de leurs frères ex-Séléka, les 27 et 28 septembre 2017, respectivement à Kouki et à Nana-Bakassa, aux festivités de la célébration de la Journée internationale de la Paix. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

55.538. 000 francs CFA : c'est le coût total des kits de réinsertion distribués aux ex-combattants de Bossangoa à l'issue des formations en activités génératrices de revenus. Ils se composent de matériels de commerce, de menuiserie, de soudure, de pêche, de restauration, d'agriculture, de mécanique et de transport urbain mototaxi. Des bœufs, moutons, chèvres, porcs et poussins ont également été remis aux bénéficiaires de la filière élevage et agriculture attelée. ■

QUAND BERBERATI PRÔNE LA COHÉSION SOCIALE POUR UNE PAIX DURABLE

L'équipe DDR de la MINUSCA à Berberati, en appui au comité local pour le désarmement, a entrepris plusieurs sessions de sensibilisation pour la paix et la cohésion sociale à l'endroit des ex-combattants et des jeunes en situation précaire. L'objectif était de partager les bonnes pratiques en matière de cohésion sociale.

Pour le porte-parole des ex-combattants, Grégoire Pendazie, « cette campagne vient à point nommé, car il ne suffit pas seulement de remettre son arme, mais il faut aussi savoir les bonnes pratiques en matière de cohésion sociale et de vivre ensemble pour une réinsertion sociale réussie. » De l'avis de Freddy Gouengo, un ex « Comzone » du quartier Baba Salao, dans le deuxième arrondissement, « les jeunes de la ville de Berberati et surtout ceux qui sont sur les chantiers de diamants où nous enregistrons beaucoup de violences, ont vraiment besoin de se familiariser avec les notions de cohésion sociale. Donc, il est important d'élargir les sensibilisations à ces lieux de grande sensibilité sécuritaire. »

Dans le souci d'assurer la continuité de cette activité, des groupes de discussion ont été mis en place auprès des jeunes leaders. Ces derniers se chargeront de porter le flambeau de la paix dans la préfecture de la Mambere-Kadei. ■

RÉINSÉRER LES EX-COMBATTANTS DE BAMBARI

Des ex-combattants bénéficiaires du pré-DDR, tous groupes armés confondus, anti Balaka et ex-Séléka de l'UPC bénéficiaires du pré-DDR, réunis au stade municipal de Bambari, le temps d'une matinée de sensibilisation, scandent les tubes musicaux en vogue. L'enjeu est de préparer les bénéficiaires du projet Activités génératrices de revenus (AGR) à la réception de leurs kits. « Il s'agit, entre autres, de les informer sur le planning de la distribution des kits AGR, de faire un rappel du contenu desdits kits et de choisir d'un commun accord les groupements retenus pour la remise symbolique», fait savoir les chef du bureau DDR de Bambari, Julien Mpoyi Banza.

Tantôt le français, tantôt le sango, les sensibilisateurs de la MINUSCA se relayent devant l'assistance pour faire le point de la situation actuelle du programme et définir ensemble un plan de distribution des kits professionnels dans le cadre du projet AGR. « Maintenant, vous devez apprendre à développer vos activités, individuellement ou en groupe, selon l'option prise durant la phase de formation et d'apprentissage. Nous allons vous remettre les kits et vous accompagner dans vos différents projets. Mais, la finalité c'est de développer chez vous l'autonomisation. Que chacun puisse se prendre en charge », déclarent les associés communautaires Gérique Claille Ndoky Bendoma et Arsène Mathurin Daba.

Sur les gradins, à la première rangée, un couple particulier s'assoit l'un près de l'autre, côte

à côte. Une quinquagénaire, M.L (56 ans) et son fils, S.A (22 ans), sont tous les deux ex-combattants. « J'ai quitté mon village natal, Satema, dans la Basse Koto, en 2003 après l'assassinat de mon mari et de mon grand-frère qui était colonel de l'Armée centrafricaine pour me réfugier à Bangui. Ils ont été tous deux tués dans les combats entre les camps rivaux. Je me suis installée vers Mbaïki, avec mon unique fils. Lorsque les évènements de 2014 ont éclaté à Bangui, j'ai pris avec mon fils les armes pour venger nos parents. C'est ainsi que je me suis retrouvée au milieu du groupe armé Séléka. J'ai quitté la capitale, le 24 octobre 2014, par l'entremise du Programme d'appui au Retour et à la Réinsertion des ex-Séléka de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Depuis lors, je vis ici à Bambari avec les autres combattants délocalisés de Bangui », retrace-t-elle.

Son aventure avec la MINUSCA commence avec son intégration au programme pré-DDR « quand la MINUSCA est venue vers nous pour l'enregistrement des combattants. Depuis, je participe aux différentes activités y compris la sensibilisation. Je trouve ce programme très important. J'ai doté ma belle-fille avec l'argent du cash for work. D'ailleurs, l'enfant que je porte sur mon dos est né de ce lien de mariage ». Une aventure que son fils espère continuer par la concrétisation de son projet d'habitat. « Actuellement, nous squattons l'un des bâtiments des travaux publics de Bambari. Grace au pré-DDR, j'ai acheté une parcelle derrière le lycée mixte de la ville pour y construire la maison familiale. Avec l'argent du cash for work, j'ai réussi à faire du commerce et cela marche très bien. J'espère, avec le démarrage des AGR, développer davantage mon commerce et bâtir ma maison de rêve pour y vivre avec ma mère, mon épouse et mes enfants », projette-t-il avec conviction dans un avenir très proche. ■

LA GRANDE INTERVIEW

« DES ACQUIS IMPORTANTS EN ATTENDANT LE LANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL »

Colonel Noel Selesson, Coordonnateur de l'Unité d'Exécution du Programme National de DDRR (UEPNDDRR)

Dans cette interview exclusive, le Coordonnateur de l'Unité d'exécution du programme national de DDRR (UEPNDDRR) revient sur le déroulement de l'opération pilote DDR qui a permis de désarmer et démobiliser 439 combattants et de collecter 309 armes, 499 explosives de guerre et 7.257 munitions.

MINUSCA FOCUS : Mon Colonel, le 30 août 2017, le Chef de l'État Pr. Archange TOUADERA a procédé au lancement officiel de l'opération pilote du DDR. En réalité, qu'est-ce qui a motivé sa mise en œuvre alors que l'on attendait le Programme national de DDRR ?

Colonel Noel SELESON : Il faut retenir que les conditions n'étaient pas toutes réunies pour lancer le Programme national de DDRR. Certes, le budget était disponible

mais avec l'insécurité nous ne pouvions pas lancer ce programme. Pour désamorcer cette situation, le Président de la République a initié le projet pilote DDR. Ce projet a été lancé d'abord pour nous permettre de tester nos capacités dans la planification et de nous mettre en jambe pour aborder le PNDDRR. Cela fait quatre mois que le projet a été lancé et nous venons de terminer les opérations de désarmement et démobilisation du projet pilote avec succès.

MF : Au juste, à quoi consiste-t-il ? Quels sont les objectifs ? Ou en est-on présentement ?
NS : Il était question que tous les 14 groupes armés identifiés qui siègent au sein du Comité Consultatif et de Suivi puissent fournir une liste de 40 personnes par groupe. Parmi les 40 combattants de chaque groupe, 20 sont incorporés dans les Forces Armées Centrafricaines et les 20 autres orientés vers la réinsertion communautaire. Les objectifs pour nous étaient de rassurer les groupes armés qu'effectivement il y a la volonté politique et de démontrer à tous, population et partenaires techniques et financiers que nous sommes capables de mener à bien le DDR. Qu'on ne perde pas de vue que le projet pilote a été mis en œuvre avec les moyens nationaux. Mais aussi, rassurer les groupes armés que le DDR n'est pas de la fiction, il est effectif. Au final, la phase du désarmement-démobilisation s'est déroulée à Bangui et dans les préfectures de Bouar, Paoua, Bambari, Kaga-Bandoro, Birao et Koui.

MF : Qu'est ce qui explique ce choix porté sur ces localités ? Est-il stratégique ou découle-t-il d'une concertation entre le gouvernement et les groupes armés ?
NS : Il faut dire que c'est en partant des listes que les groupes ont fournies et en fonction de la forte concentration des éléments armés sur le terrain que nous avons fait ce choix. On a fait un travail de recadrage au niveau des sites pour pouvoir identifier et retenir ceux qui peuvent être accessibles. Au final, c'est un travail de planification consensuel avec tous les groupes concernés.

MF : L'Unité d'Exécution du Programme National de DDRR (UEPNDDRR) a conduit ce processus jusqu'au bout. Quel bilan peut-on tirer de cette opération en termes de nombre de combattants démobilisés, d'armes, de munitions et d'explosives collectées ?
NS : Le bilan est positif. 439 combattants ont été désarmés et démobilisés. Et nous avons collecté 309 armes, 499 explosives de guerre et 7257 munitions. Sur les 14 groupes, seuls le FPRC et le RJ/Sayo n'ont pas fourni leur liste.

MF : Mon colonel, une chose est de désarmer les combattants, une autre est d'assurer leur intégration et réinsertion socioéconomique. Quelles sont les mesures prises pour éviter que les démobilisés ne reprennent les armes ?
NS : Pour ceux qui ont répondu aux critères d'intégration dans les Forces Armées Centrafricaines, il faut noter que 100 combattants sont actuellement en formation au Camp Kassaï. Un 2eme groupe de 140 autres va suivre. Pour ce qui est de la réintégration socioéconomique, nous avons signé un contrat avec différentes ONG et les premières activités ont été lancées à Bangui le 21 décembre 2017.

MF : Pour ceux qui ont décidé de regagner la vie civile comment va se dérouler leur réintégration communautaire ?
NS : Il faut noter que pendant le travail de désarmement, des préalables ont été faits pour le profilage des bénéficiaires. A cet effet, l'équipe mobile a demandé au combattant : Qu'est-ce qu'il veut faire ? Qu'est-ce qu'il peut faire ? Et où, veut-il être formé ? C'est en partant de ce profilage qu'ACTED va faire son travail avec tout un panel de formations, notamment la menuiserie, la maçonnerie, la construction métallique, etc. pour permettre au combattant de bien suivre sa réinsertion.

MF : Pensez-vous mon Colonel que les opérations de désarmement/démobilisation qui viennent de s'achever auront-elles des impacts positifs sur les efforts de recherche de la paix et de la cohésion sociale en République centrafricaine ?

NS : Effectivement, le DDR ne se détache pas du travail de la sécurité puisque l'objectif principal c'est de contribuer à la restauration de l'autorité de l'État sur tout le territoire. Nous attendons de l'opération pilote des signaux forts du côté des groupes armés en montrant au peuple qu'avec le DDR nous pouvons amorcer la restauration de l'autorité de l'État. Ces signaux partiront d'abord par la levée des barrières qui sont érigées par les groupes armés, ensuite l'acceptation de l'installation des autorités de l'État par exemple, les préfets et les procureurs qui doivent tranquillement exercer leur travail. En plus de la levée des barrières, nous attendons aussi des groupes armés, le cantonnement de leurs hommes dans la zone où ils se trouvent, en attendant le lancement du Programme national. Voilà les signaux qui peuvent rassurer le peuple centrafricain.

MF : À la lumière du déroulement de l'opération pilote du DDR, peut-on dire que le Programme national DDRR sera-t-il bientôt mis en œuvre ?
NS : En lançant le DDR pilote, le président de la République nous a dit que le projet va nous permettre de corriger les faiblesses et d'amorcer le Programme national de DDRR. Au niveau technique, nous avons constaté sur le terrain que le quota de 40 combattants par groupe armé est insuffisant. Il y a des zones où plusieurs combattants étaient prêts à nous remettre plus de quarante armes mais nous ne pouvions pas les prendre. Les partenaires techniques ont vu de leurs propres yeux qu'effectivement il y a de la volonté de désarmer. Donc, très rapidement, nous n'allons pas tarder à lancer le PNDDRR qui va nous aider à ramener la sécurité et à restaurer l'autorité de l'État sur le territoire national.■

UNE PREMIÈRE VAGUE DE 101 SOLDATS FORMÉS DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE DDRR

La journée du 5 février 2018 a été marquée, à Bangui, par l'intégration officielle de 101 nouvelles recrues au sein des Forces armées centrafricaines (FACA). Issus des groupes armés, ces nouveaux militaires ont été formés dans le cadre d'un projet pilote DDRR initié, le 30 Aout 2017, par le Président de la République, Faustin Archange Touadera.

La cérémonie marquant l'aboutissement de la première phase de ce projet test a réuni plusieurs personnalités civiles et militaires au Camp Kasaï. Elle a été rehaussée par la présence du Président Touadera, du Premier Ministre Mathieu Simplice Sarandji, des membres du gouvernement et des représentants du Corps diplomatique et des organisations internationales, parmi lesquels le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga.

Dans ses propos de circonstance, le Général Herminio Maio, chef de la mission militaire de formation de l'Union européenne en RCA (EUTM-RCA), s'est dit honoré d'avoir assuré la formation de cette première vague d'ex-combattants : « Cette journée est historique car elle marque un tournant décisif dans le processus de réconciliation nationale par la formation de ces militaires issues de différents groupes. Nous avons ici des soldats formés au savoir-faire républicain et attachés au droit international humanitaire. »

Pour sa part, le Président Touadera n'a pu cacher sa satisfaction :« je mesure à sa juste valeur la portée de cet évènement. Avant d'aborder le vaste chantier du DDRR, il fallait commencer par un projet pilote (…) et je mesure avec satisfaction la dimension de l'évènement d'aujourd'hui. »

En s'appuyant sur cette réussite, il a exhorté les Centrafricains à plus de patience pour l'aboutissement du DDRR. « Il faut l'implication de tous, une dose de patience et une bonne volonté pour réussir nos paris ». Car selon lui « beaucoup de stratégies avaient été essayées dans les années précédentes, mais sans réels succès. »

Puis, il a exhorté les nouveaux éléments à montrer au peuple centrafricain qu'ils sont « désormais les garants de leur sécurité et des soldats formés, respectueux du droit International. »

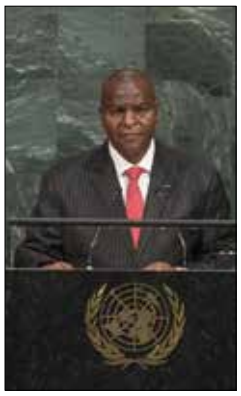
Une sollicitude à laquelle Tabela Felicia, nouvelle recrue, fière dans sa nouvelle tenue, répond : « Je suis si fière de moi. J'ai appris la discipline et cela a vraiment changé ma vision des choses ; et je suis prête à servir mon pays avec honneur et à tourner la page du passé.» ■

TROIS SALLES DE CLASSE POUR ABRITER LES ÉLÈVES DÉPLACÉS INTERNES DE BAMBARI

Dans le souci de mettre les enfants déplacés internes dans des conditions d'études qui répondent aux normes en vue d'un relèvement du niveau de l'éducation, la MINUSCA, dans le cadre de son programme du pré-DDR, a engagé des travaux de construction d'un bâtiment de trois salles de classe au quartier Daraba. Neuf mois après la pose de la première prière, le bâtiment accueille, pour cette rentrée scolaire 2017-2018, en plus de ses 1054 anciens pensionnaires, 255 nouveaux élèves. Au total, 84 ex-combattants, groupes armés Anti Balaka et Ex Séléka de l'UPC, hommes et femmes, ont participé à l'édification de cette école. Les ex-combattants, engagés dans ce chantier, ont bénéficié d'une formation et d'un encadrement d'ingénieurs qualifiés tout le long des travaux. ■

PROJET PILOTE DDR

ILS ONT DIT...



PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SEM. FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA

"Pour mieux aborder les activités du programme national DDRR, la stratégie que j'ai instruite est de démarrer par un projet pilote pour voir les forces et corriger les faiblesses avant de mettre en œuvre le grand projet. Le DDR n'est pas seulement l'affaire du Président de la République seul mais c'est l'affaire de tout le monde."

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, PARFAIT ONANGA-ANYANGA

« C'est un signe de bonne volonté que 12 sur les 14 groupes armés aient décidé de participer au projet pilote. L'intégration au sein des Forces armées centrafricaines doit véritablement représenter un nouveau départ pour les candidats appelés à servir sous le drapeau national. Qu'ils comprennent qu'en franchissant ce pas, ils embrassent une toute nouvelle vie, faite de loyauté et d'allégeance au drapeau national » ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre du programme pré-DDR et du projet pilote DDR dans la préfecture de la Nana Mambéré, 1.150 armes de guerre et artisanales ont été collectées. Cent quarante-cinq grenades, 22 roquettes et plus de 1838 munitions de divers calibres ont également été recueillies.

MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republique and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

https://minusca.unmissions.org

https://facebook.com/minusca.unmissions https://twitter.com/UN_CAR https://www.flickr.com/photos/unminusca/